

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**



**SEANCE DU 22 DECEMBRE 2025  
DELIBERATION N°24/DCM20251222/223**

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi vingt-deux du mois de décembre à dix-neuf heures et vingt-quatre minutes, les membres du conseil municipal, dûment convoqués le mardi 16 décembre 2025, se sont réunis dans la salle des délibérations de l'hôtel de Ville, sous la présidence de Gabrielle LOUIS-CARABIN, Maire.

**Etaient présents :** MM. Gabrielle LOUIS-CARABIN, Jean ANZALA, Betty ARMOUGOM, Pierre PORLON, Marie- Michelle HILDEBERT, Marcelin CHINGAN, Sylvia SERMANSON, Michel SURET, Rose-Marie LOQUES, Elsa SUARES, Thierry FULBERT, Evelyne CLOTILDE, Patrick PELAGE, Nadia OUJAGIR, Marie-Alice RUSCADE, José OUANA, Daniel DULAC, Annick CARMONT, Yvane RHINAN.

**Etaient représentés :** MM. Joseph HILL (Rose-Marie LOQUES), Gina THOMAR (Annick CARMONT), Grégory MANICOM (Daniel DULAC), Alina GORDON (Elsa SUARES), Jacques RAMAYE (Michel SURET), Rosette GRADEL (Marcelin CHINGAN).

**Etaient absents excusés :** MM. Sandra SERMANSON, Seetha DOULAYRAM, Pinchard DEROS.

**Etaient absents :** M. Bernard SAINT-JULIEN, Marie-Joël TAVARS, Jérôme CHOUNI, Justine BENIN, Ingrid FOSTIN, Bernard RAYAPIN, Hermann SAINT-JULIEN.

Membres en exercice :	Membres présents :	Membres Représentés :	Absents Excusés :	Absents :
35	19	6	3	7

*Le quorum étant atteint, dix-neuf (19) Conseillers étant présents, six (06) représentés, trois (03) absents excusés et sept (07) absents. Le Maire Gabrielle LOUIS-CARABIN, déclare la séance ouverte.*

*Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales Monsieur Patrick PELAGE est désigné pour assurer le Secrétariat de séance.*

*Demande de subvention de l'association « Entente Sportive Moulienne » (ESM)*

Accusé de réception en préfecture  
971-219711173-20251222-24DCM251222223-DE  
Date de télétransmission : 12/01/2026  
Date de réception préfecture : 12/01/2026

Notifiée et publiée le 12/01/2026

*Le Conseil Municipal,*  
*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*  
*Vu le budget de ville*

Considérant que l'association Entente Sportive Moulienne, présidée par Monsieur Jean-Joël SIMION a été créée en septembre 2004, compte 13 membres bénévoles et 167 adhérents. Qu'elle est affiliée aux fédérations françaises de Judo et Volley Ball.

Considérant que c'est une association multisports (judo-jujitsu et volley-ball). Qu'elle a pour but, l'initiation, la pratique, le développement d'activités physiques, sportives et socio-éducatives, ainsi que la formation et l'encadrement des adhérents.

Considérant que le bilan d'activités a été globalement positif pour le volleyball, comme en témoignent les résultats suivants :

- Il termine à la porte des play-offs au championnat régional homme,
- 6<sup>ème</sup> au championnat départemental homme
- 5<sup>ème</sup> au championnat départemental femme
- 5<sup>ème</sup> au championnat des jeunes
- Participation au tournoi de volleyball à la Martinique

Considérant que deux rencontres amicales ont été organisées afin de recruter des volleyeurs et volleyeuses.

Considérant que les compétiteurs du judo ont participé à des tournois et championnats, ci-après :

- Coupe de France minime à Villebon
- Championnat de jujitsu
- Tournoi à Saint-Joseph en Martinique
- Mémorial Laurent Nicaise aux Abymes
- Tournoi international Label A de la Guadeloupe

Considérant que pour la saison à venir, l'association ambitionne de participer à la coupe de France minime, le championnat de France cadet U18 de Jujitsu et les tournois Antilles-Guyanes à la Martinique et le tournoi Adidas minime de Saint-Cyprien, ainsi que le championnat de France D2 cadet 2eme année.

Considérant qu'afin de concrétiser les projets, l'association sollicite la ville pour une subvention de 16 000 €. Qu'elle a obtenu une aide financière de 11 000 € en 2024.

Considérant que l'association a fourni, à l'appui de sa demande, les documents suivants : Formulaire CERFA ; procès-verbal de l'assemblée générale ; composition

du conseil d'administration ; bilan financier ; justificatifs d'utilisation de la subvention antérieure ; bilan d'activités ; copie des statuts ; RIB

Considérant que le comité d'attribution et de suivi des subventions s'est prononcé favorablement sur ce point lors de sa séance de travail du 19 décembre 2025.

*Ouï le Maire en son exposé,  
Après discussion et échanges de vues,  
A L'UNANIMITE  
Vote à scrutin public*

**Article 1 :** D'attribuer une subvention d'un montant de Onze Mille Euros (11 000 €) à l'association Entente Sportive Moulienne

**Article 2 :** D'imputer cette dépense au budget de la ville

**Article 3 :** D'autoriser le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier

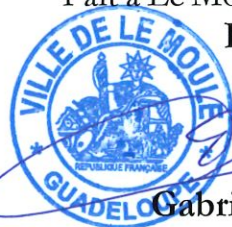
**Article 4 :** Le Maire et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

**Article 5 :** La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Ce recours pourra être effectué par le biais de l'application informatique «Télé recours citoyens» ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) .

Fait à Le Moule, le 22 Décembre 2025

Le Secrétaire,

  
Patrick PELAGE



Pour avis conforme  
Le Maire,

  
Gabrielle LOUIS-CARABIN

Accusé de réception en préfecture  
971-219711173-20251222-24DCM251222223-DE  
Date de télétransmission : 12/01/2026  
Date de réception préfecture : 12/01/2026

Notifiée et publiée le 12/01/2026

Accusé de réception en préfecture  
971-219711173-20251222-24DCM25122223-DE  
Date de télétransmission : 12/01/2026  
Date de réception préfecture : 12/01/2026





## CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN

ANNEE 2025

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la [loi n° 2021-1109 du 24 août 2021](#) confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles [10-1](#) et [25-1](#) de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat.

Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

### ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques. Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

### ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

« L'ASSOCIATION ENTENTE SPORTIVE MOULIENNE » (ESM) s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

### ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

« ESM » s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

Accusé de réception en préfecture  
971-219711173-20251222-24DCM251222223-DE  
Date de réception : 12/01/2026  
Date de réception préfecture : 12/01/2026

Notifiée et publiée le 12/01/2026

## ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

« ESM » « s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

## ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

« ESM » s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

## ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

« ESM » s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

## ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

« ESM » s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Le Président,

Jean-Joël SIMION

**ENTENTE SPORTIVE MOULIENNE**  
1155, Route de la Rosette - 97160 Le Moule  
Tél. : 0690 62 12 53 - 0690 53 18 45  
Sirat : 489 478 180 00016 - APE : 926 C



Le Maire,

Gabrielle LOUIS CARABIN

Accusé de réception en préfecture  
971-219711173-20251222-24DCM251222223-DE  
Date de télétransmission : 12/01/2026  
Date de réception préfecture : 12/01/2026

Notifiée et publiée le 12/01/2026